
Deuxième session

Genève, 28 avril-9 mai 2003

Document de travail soumis par la Malaisie

**au nom du Groupe des États membres du Mouvement des pays non alignés et d'autres
États qui sont parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires**

1. Nous sommes réunis à ce moment critique pour examiner les progrès réalisés en vue de la pleine réalisation des objectifs du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) ainsi que la suite donnée aux engagements pris lors de la Conférence de 1995 chargée d'examiner le Traité et la question de sa prorogation et de la Conférence d'examen de 2000. Nous sommes également chargés de prendre les dispositions de procédure voulues pour préparer la future conférence d'examen. Dans ses efforts, les États membres du Mouvement des pays non alignés s'appuieront sur les décisions prises lors du treizième Sommet des chefs d'État ou de gouvernement du Mouvement, qui s'est tenu à Kuala Lumpur en février 2003. Il y a lieu de noter que le Sommet, en examinant les larges ramifications de la question des armes nucléaires et d'autres questions connexes, a affirmé que le multilatéralisme et les solutions convenues à l'échelon multilatéral conformément à la Charte des Nations Unies offraient le seul moyen de régler durablement les nombreuses questions de désarmement et de sécurité internationale.
2. Conformément aux principes qui ont toujours été ceux du Mouvement des pays non alignés pour ce qui est du désarmement nucléaire, les États membres du Mouvement qui sont parties au TNP restent fidèles aux obligations et aux devoirs qui sont les leurs en vertu du Traité et demeurent fermement attachés aux accords auxquels les Conférences d'examen de 1995 et de 2000 sont parvenues. À ce sujet, le Mouvement tient à rappeler le document de travail détaillé qu'il a soumis sur la question à la Conférence d'examen de 2000, publié sous la cote NPT/CONF.2000/18, ainsi que les documents de travail soumis à la session de 2002 du Comité préparatoire, publiés dans les documents NPT/CONF.2005/PC.I/WP.2 et NPT/CONF.2005/PC.I/WP.14.
3. Le Mouvement reste fermement convaincu que le Traité sur la non-prolifération est un élément essentiel des efforts visant à mettre un terme à la prolifération verticale et horizontale des armes nucléaires. Dans son Document final, la Conférence d'examen de 2000 a demandé au Comité préparatoire de faire des recommandations sur ces questions à la Conférence d'examen de 2005. Tous les États parties au Traité devraient s'employer à instaurer un juste équilibre entre les obligations et les responsabilités des États dotés d'armes nucléaires et celles des États non dotés d'armes nucléaires, le but étant de parvenir à éliminer totalement les armes nucléaires. Nous réaffirmons notre conviction qu'en attendant l'élimination totale des armes nucléaires,

il faudrait poursuivre à titre prioritaire les efforts visant à conclure un instrument universel, inconditionnel et juridiquement contraignant sur les garanties de sécurité à donner aux États non dotés de telles armes.

4. Les États membres du Mouvement des pays non alignés qui sont parties au Traité réaffirment encore une fois qu'il est urgent et important d'assurer l'adhésion universelle au Traité, et en particulier d'amener les États dotés de capacités nucléaires à y adhérer dès que possible, et sont résolus à déployer énergiquement des efforts à cette fin. Ils se déclarent de nouveau en faveur de la création, au Moyen-Orient, d'une zone exempte d'armes nucléaires et autres armes de destruction massive et, à cette fin, réaffirment qu'il est nécessaire de créer rapidement une telle zone dans cette région, conformément aux résolutions que l'Assemblée générale a adoptées par consensus sur la question, ainsi qu'à la résolution 487 (1981) et au paragraphe 14 de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité. Nous invitons toutes les parties intéressées à prendre d'urgence des mesures pratiques en vue de la création d'une telle zone et, en attendant, à demander à Israël, seul pays de la région qui ne soit pas partie au Traité sur la non-prolifération et qui n'a pas annoncé son intention de le devenir, de renoncer à posséder des armes nucléaires, d'adhérer sans délai au Traité, de placer sans attendre toutes ses installations nucléaires sous le régime des garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et de mener ses activités d'ordre nucléaire dans le respect du régime de la non-prolifération. Nous rappelons que la Conférence d'examen de 2000 a réaffirmé combien il importait, pour la réalisation de l'objectif de l'adhésion universelle au Traité dans la région du Moyen-Orient, qu'Israël adhère à cet instrument et soumette toutes ses installations nucléaires aux garanties généralisées de l'Agence.

5. Nous nous félicitons de l'adhésion de Cuba au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

6. Nous prenons acte de la décision de la République populaire démocratique de Corée de se retirer du Traité et exprimons le souhait que les parties directement intéressées témoignent de leur bonne volonté en réglant, par le dialogue et la négociation, toutes les questions liées à ce retrait.

7. Nous rappelons également que, dans son Document final, la Conférence d'examen de 2000 a demandé instamment à l'Inde et au Pakistan d'adhérer au Traité en tant qu'États non dotés d'armes nucléaires et les a engagés à placer toutes leurs installations nucléaires sous le régime des garanties généralisées de l'AIEA.

8. Le Mouvement des pays non alignés considère toujours que l'établissement de zones exemptes d'armes nucléaires à l'instar de celles dont portent création les Traités de Tlatelolco, Rarotonga, Bangkok et Pelindaba est un progrès sur la voie de la réalisation de l'objectif du désarmement nucléaire mondial. Nous nous félicitons des efforts déployés pour créer de nouvelles zones exemptes d'armes nucléaires dans toutes les régions du monde et encourageons les États des régions concernées à coopérer et à entreprendre d'amples consultations afin de parvenir à des accords librement négociés. Nous réaffirmons qu'en la matière il est indispensable que les États dotés d'armes nucléaires donnent des assurances inconditionnelles contre l'emploi ou la menace des armes nucléaires à tous les États desdites zones. Nous demandons instamment aux États de conclure des accords en vue de créer de nouvelles zones exemptes d'armes nucléaires dans les régions où il n'en existe pas encore, conformément aux dispositions du

Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, et aux principes et directives adoptés par la Commission du désarmement de l'ONU à sa session de fond de 1999. À cet égard, nous réitérons notre soutien au statut d'État non doté d'armes nucléaires de la Mongolie et considérons que l'institutionnalisation internationale de ce statut contribuerait beaucoup à renforcer le régime de non-prolifération dans cette région.

9. Le Mouvement des pays non alignés se félicite de ce que Cuba ait ratifié le Traité de Tlatelolco, de sorte que tous les États d'Amérique latine et des Caraïbes sont désormais parties à cet instrument, qui est pleinement entré en vigueur dans toute sa zone d'application. Il se félicite également des consultations en cours entre l'ANASE et les États dotés d'armes nucléaires, portant sur le Protocole au Traité sur une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud-Est, et invite instamment les États dotés d'armes nucléaires à devenir parties à ce Protocole dans les plus brefs délais; de la même façon, il se félicite de la décision prise par les cinq États d'Asie centrale de signer aussitôt que possible un traité portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans leur région. Il a en outre appuyé l'initiative visant à convoquer au moment qu'il conviendra une conférence internationale réunissant les États parties aux Traités de Tlatelolco, Rarotonga, Bangkok et Pelindaba, ainsi que les États signataires de ces instruments, pour examiner et mettre en œuvre de nouvelles modalités de coopération entre eux ainsi qu'avec les organismes créés en vertu de ces instruments et d'autres États intéressés.

10. Nous réaffirmons notre position en faveur de l'élimination totale de tous les essais nucléaires et, à cet égard, souhaitons souligner l'importance d'assurer l'adhésion universelle au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, y compris en amenant tous les États dotés d'armes nucléaires à adhérer à cet instrument, qui devrait, notamment, contribuer au désarmement nucléaire.

11. Les États membres du Mouvement des pays non alignés qui sont parties au TNP réaffirment qu'il importe que le régime des garanties de l'AIEA soit universellement appliqué et demandent instamment à tous les États qui ne l'ont pas encore fait de mettre en vigueur dès que possible des accords de garanties généralisées. La Conférence d'examen de 2000 a considéré qu'il s'agissait-là d'un des principaux objectifs à atteindre pour consolider et renforcer le système de vérification mis en place dans le cadre du régime de non-prolifération. Nous soulignons à ce propos l'importance du régime des garanties de l'AIEA, y compris des accords de garanties généralisées, ainsi que des protocoles additionnels. Toutefois, il ne faudrait pas que les efforts déployés sur le plan international pour assurer l'application universelle des garanties généralisées soient négligés au profit de la recherche de nouvelles mesures et de restrictions supplémentaires à appliquer aux États non dotés d'armes nucléaires, qui adhèrent déjà aux normes relatives à la non-prolifération et ont renoncé à l'option des armes nucléaires. En outre, nous rejetons fermement toute tentative par un État partie d'utiliser le programme de coopération technique de l'AIEA pour servir des visées politiques, en violation du statut de l'Agence.

12. À cet égard, nous rappelons que le TNP encourage le développement des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire en fournissant un cadre de mesures de confiance et de coopération aux fins de telles utilisations. C'est dans ce contexte que nous réaffirmons que les États parties au Traité ont le droit inaliénable de développer la recherche, la production et l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, sans discrimination, et que le transfert

libre, sans entrave et non discriminatoire de la technologie nucléaire à des fins pacifiques doit être pleinement assuré.

13. Nous attachons de l'importance à la résolution 56/24 L de l'Assemblée générale des Nations Unies sur l'interdiction de déverser des déchets radioactifs et engageons les États à prendre des mesures appropriées pour prévenir tout déversement de déchets nucléaires ou radioactifs qui porterait atteinte à la souveraineté des États. Nous accueillons avec satisfaction la résolution CM/Res.1356 {LIV} que le Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine a adoptée en 1991 concernant la Convention de Bamako sur l'interdiction d'importer des déchets dangereux et le contrôle de leurs mouvements transfrontières en Afrique. Nous demandons l'application effective du Code de bonne pratique en matière de mouvement transfrontière international de déchets radioactifs de l'AIEA, en tant que moyen de mieux protéger tous les États contre le déversement de déchets radioactifs sur leurs territoires.

14. Les États membres du Mouvement des pays non alignés qui sont parties au TNP demandent une nouvelle fois que les États dotés d'armes nucléaires mettent pleinement à exécution l'engagement sans équivoque, qu'ils ont pris à la Conférence d'examen de 2000, d'éliminer totalement leurs arsenaux nucléaires pour aboutir au désarmement nucléaire. Nous comptons que ces États donneront suite sans tarder à cet engagement en lançant un processus accéléré de négociation et en appliquant pleinement les 13 mesures concrètes adoptées par la Conférence d'examen de 2000 dans le cadre des efforts systématiques et progressifs déployés pour parvenir à un monde exempt d'armes nucléaires. Bien que le succès de la Conférence d'examen de 2000 ait fait espérer à la communauté internationale que les États dotés d'armes nucléaires s'acquitteraient pleinement de l'engagement qu'ils y avaient pris sans équivoque et appliqueraient les 13 mesures concrètes, très peu de progrès ont en fait été réalisés dans ce domaine.

15. Dans ce contexte, nous tenons à évoquer certains aspects de l'évolution de la situation depuis la première session du Comité préparatoire qui ont suscité la préoccupation du Mouvement des pays non alignés:

- Nous continuons de déplorer l'absence de progrès en vue de l'élimination totale des armes nucléaires;
- Bien qu'il y ait eu quelques réductions bilatérales et unilatérales des arsenaux, des milliers d'armes nucléaires restent déployées et nul n'en connaît le nombre exact, faute de transparence dans les divers programmes d'armement;
- Tout en prenant acte de la signature du Traité sur des réductions des armements stratégiques offensifs entre la Fédération de Russie et les États-Unis, le 24 mai 2002, nous soulignons que la réduction des déploiements et de la disponibilité opérationnelle des armes nucléaires ne saurait remplacer des réductions irréversibles et l'élimination totale de ces armes;
- Rien n'indique à ce jour que des mesures ont été arrêtées pour réduire la disponibilité opérationnelle de ces armes;

- Les doctrines de défense stratégique continuent d’avancer des arguments justifiant le recours aux armes nucléaires, ainsi qu’il ressort du récent examen de politique générale de l’un des États dotés d’armes nucléaires, qui envisage de multiplier les situations dans lesquelles il peut être recouru à de telles armes et d’élargir l’éventail des pays contre lesquels ces armes pourraient être utilisées;
- La mise au point éventuelle d’armes nouvelles et la désignation de nouvelles cibles possibles pour servir des visées agressives dans la lutte contre la prolifération contribuent à saper la mise en œuvre des engagements pris en matière de désarmement;
- L’abrogation du Traité concernant la limitation des systèmes de missiles antimissile (Traité ABM) crée de nouvelles entraves à la stabilité stratégique et à la prévention d’une course aux armements dans l’espace. Nous continuons à craindre que la mise en œuvre d’un système national de défense antimissile n’entraîne une course aux armements, la poursuite de la mise au point de systèmes de missiles évolués et un accroissement du nombre d’armes nucléaires. Eu égard à la résolution 57/57 de l’Assemblée générale des Nations Unies, nous soulignons la nécessité de commencer d’urgence des travaux de fond, dans le cadre de la Conférence du désarmement, sur la prévention d’une course aux armements dans l’espace;
- Quant à l’absence de progrès en ce qui concerne l’entrée en vigueur du Traité d’interdiction complète des essais nucléaires à une date rapprochée, le Mouvement des pays non alignés souligne l’importance d’assurer l’adhésion universelle à cet instrument, y compris par les États dotés d’armes nucléaires, qui devrait contribuer au processus de désarmement nucléaire. Il constate avec satisfaction que 167 États ont signé ce Traité et que 98 l’ont déjà ratifié. Il rappelle qu’il est essentiel, pour que les objectifs du Traité soient pleinement atteints, que tous les États signataires, en particulier ceux qui sont dotés d’armes nucléaires, continuent d’honorer leur engagement en faveur du désarmement nucléaire;
- La position inflexible de certains États dotés d’armes nucléaires continue d’empêcher la Conférence du désarmement, instance multilatérale unique de négociation sur le désarmement, de créer un comité spécial sur le désarmement nucléaire. Nous restons persuadés qu’il est nécessaire d’entamer des négociations sur un programme échelonné visant l’élimination complète des armes nucléaires selon un calendrier déterminé, comprenant une convention sur les armes nucléaires. À cet égard, nous demandons une nouvelle fois que soit constitué, dès que possible et à titre hautement prioritaire, un comité spécial sur le désarmement nucléaire. Le Mouvement renvoie une fois de plus à l’avis rendu à l’unanimité par la Cour internationale de Justice, selon lequel il existe une obligation de poursuivre de bonne foi et de mener à terme des négociations conduisant au désarmement nucléaire dans tous ses aspects, sous un contrôle international strict et efficace. Il est regrettable qu’aucun progrès n’ait été réalisé dans cette voie bien que près de sept ans se soient déjà écoulés;
- La Conférence du désarmement ne peut toujours pas reprendre ses négociations sur un traité non discriminatoire, multilatéral et internationalement et effectivement vérifiable, interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d’armes et

autres dispositifs explosifs nucléaires, tenant compte à la fois des objectifs du désarmement et de la non-prolifération nucléaires;

- Les États dotés d'armes nucléaires n'ont rien fait pour diminuer le rôle des armes nucléaires dans leurs politiques de sécurité, afin de réduire le risque que ces armes soient utilisées et d'en faciliter l'élimination totale;
- Enfin, il a été impossible à la Commission du désarmement de l'ONU de produire un document consensuel sur les moyens de parvenir au désarmement nucléaire à sa troisième et dernière session de fond en 2003.

16. Ces sujets de préoccupation pour le Mouvement des pays non alignés traduisent une aggravation de la crise de la diplomatie multilatérale en matière de désarmement. Le renforcement du rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le règlement de ces problèmes est une responsabilité collective. Il permettrait de mettre au point un processus complet de désarmement à tous les niveaux et de lui donner corps. C'est pourquoi nous nous prononçons une fois de plus pour la tenue d'une quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement, à laquelle participeraient tous les États Membres de l'Organisation, compte tenu du fait qu'il est nécessaire de revoir et d'évaluer la mise en œuvre des dispositions du Document final adopté à la première session extraordinaire, tout en réaffirmant les principes et les priorités. Le Mouvement des pays non alignés se félicite de la décision prise par l'Assemblée générale de constituer un groupe de travail à composition non limitée pour examiner les objectifs et l'ordre du jour de la session extraordinaire, y compris la création éventuelle d'un comité préparatoire. Dans ce contexte, il attend avec intérêt le débat de fond que tiendra le groupe de travail et les recommandations favorables qu'il formulera en vue de faciliter la tenue de la session extraordinaire.

17. Par ailleurs, le Mouvement des pays non alignés déplore que rien n'ait été fait pour donner suite à la disposition de la Déclaration du Millénaire par laquelle les chefs d'État et de gouvernement ont décidé de travailler à l'élimination des armes de destruction massive, notamment les armes nucléaires, et de n'écarter aucune solution possible pour parvenir à cet objectif, notamment en ce qui concerne la convocation éventuelle d'une conférence internationale aux fins de définir les moyens d'éliminer les dangers nucléaires. Nous demandons une nouvelle fois qu'une conférence internationale soit réunie dès que possible dans le but de parvenir à un accord sur un programme échelonné visant à éliminer complètement les armes nucléaires selon un calendrier déterminé, à interdire la mise au point, la production, l'acquisition, l'essai, le stockage, le transfert et l'emploi ou la menace de ces armes, et à en assurer la destruction. Nous sommes aussi profondément préoccupés par l'érosion progressive du multilatéralisme et soulignons qu'il importe que les efforts déployés sur le plan international en vue de renforcer et de maintenir la paix et la sécurité internationales soient collectifs.

18. Les États membres du Mouvement des pays non alignés qui sont parties au TNP estiment que le Comité préparatoire a réglé à sa première session la plupart des questions de procédure se rapportant à la Conférence d'examen de 2005. Ils n'en soulignent pas moins la nécessité d'interactions fondamentales allant au-delà d'échanges de vues formels entre États parties lors des sessions du Comité préparatoire. Les questions soulevées à ces sessions doivent être examinées de manière à continuer de renforcer la mise en œuvre du TNP et des engagements convenus lors de la Conférence d'examen de 2000, ainsi qu'à jeter les bases nécessaires pour

élaborer des recommandations lors de la troisième session du Comité préparatoire en vue de la Conférence d'examen de 2005. Il convient de rappeler que, dans son Document final, la Conférence d'examen de 2000 a clairement indiqué que «à chacune de ses sessions, le Comité préparatoire devrait examiner des questions de fond précises concernant l'application du Traité et des décisions 1 et 2, ainsi que de la résolution sur le Moyen-Orient adoptée en 1995, et les résultats des conférences d'examen ultérieures».

19. Le Mouvement des pays non alignés estime que, pour ce faire, la présente session devrait être axée sur des travaux de fond sur le désarmement nucléaire, afin d'assurer que les États rendent bien compte dans leurs rapports des progrès qu'ils ont réalisés en vue de parvenir à ce désarmement. À ce propos, nous tenons à rappeler que, dans son Document final, la Conférence d'examen de 2000 a demandé à tous les États parties de soumettre régulièrement des rapports, dans le cadre du processus d'examen renforcé du Traité, sur la mise en œuvre de l'article VI et du paragraphe 4 c) de la décision de 1995 sur les «Principes et objectifs de la non-prolifération et du désarmement nucléaires». Nous comptons sur tous les États parties au Traité, en particulier ceux dotés d'armes nucléaires, pour soumettre des rapports à chaque session du Comité préparatoire, y compris la session en cours. Qui plus est, les rapports concernant l'article VI devraient porter sur les questions et principes visés dans les 13 mesures concrètes adoptées par la Conférence d'examen de 2000 et comprendre des données précises et complètes sur chacune de ces mesures. Les politiques en vigueur, les intentions actuelles ainsi que les faits nouveaux dans ces domaines devraient également y être examinés.

20. Les États membres du Mouvement des pays non alignés qui sont parties au TNP considèrent en outre que le Comité préparatoire devrait aussi consacrer des travaux de fond à la question du Moyen-Orient et rappellent que la Conférence d'examen de 2000, dans son Document final, a prié tous les États parties au Traité, en particulier les États dotés d'armes nucléaires, les États du Moyen-Orient et d'autres États intéressés, de rendre compte, par l'intermédiaire du Secrétariat de l'ONU, au Président de la Conférence d'examen de 2005 ainsi qu'au Président des sessions du Comité préparatoire qui se tiendront avant cette conférence, des mesures qu'ils auront prises pour promouvoir la création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région et la réalisation des buts et objectifs de la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient. Le Mouvement des pays non alignés compte que tous les États parties au Traité, en particulier les États dotés d'armes nucléaires, soumettront des rapports sur cette question, comme convenu dans le Document final de la Conférence d'examen de 2000.

21. Les États du Mouvement des pays non alignés qui sont parties au Traité sont également d'avis que le Comité préparatoire devrait aussi consacrer des travaux de fond à la question des garanties de sécurité. La Conférence d'examen de 2000 a vu «dans des garanties de sécurité juridiquement contraignantes données par les cinq États dotés d'armes nucléaires aux États parties au Traité non dotés d'armes nucléaires un renforcement du régime de non-prolifération» et a demandé «au Comité préparatoire de formuler des recommandations sur cette question à l'intention de la Conférence d'examen de 2005». Pendant la réunion au sommet qu'ils ont récemment tenue à Kuala Lumpur, les chefs d'État ou de gouvernement du Mouvement des pays non alignés ont réaffirmé que l'élimination totale des armes nucléaires était la seule garantie absolue contre l'emploi ou la menace de telles armes. Ils se sont déclarés une nouvelle fois convaincus que, tant que les armes nucléaires n'auront pas été totalement éliminées, les efforts visant à conclure un instrument universel, inconditionnel et juridiquement contraignant sur les

garanties de sécurité à donner aux États non dotés de telles armes, devraient être poursuivis à titre prioritaire.

22. Les États membres du Mouvement des pays non alignés qui sont parties au Traité rappellent en outre que, lors de la Conférence d'examen de 2000 et pendant sa phase préparatoire, du temps a été expressément réservé à l'examen de propositions relatives aux dispositions de l'article VI du Traité et des paragraphes 3 et 4 c) de la décision de 1995 sur les «Principes et objectifs de la non-prolifération et du désarmement nucléaires», concernant le désarmement nucléaire, ainsi qu'à la résolution sur le Moyen-Orient adoptée par la Conférence de 1995 chargée d'examiner le Traité et la question de sa prorogation. Dans ce contexte, nous réaffirmons qu'il importe de créer, à la Conférence d'examen de 2005, un organe subsidiaire relevant de la Grande Commission I, qui serait chargé d'examiner des mesures concrètes en vue d'aller systématiquement et progressivement de l'avant dans l'élimination des armes nucléaires, ainsi qu'un organe subsidiaire relevant de la Grande Commission II, qui serait chargé d'examiner et de recommander des propositions concernant l'application de la résolution sur le Moyen-Orient. Nous soulignons en outre avec force à ce propos qu'il importe que, lors des sessions du Comité préparatoire – y compris à la présente session –, du temps soit expressément alloué dans le programme de travail aux délibérations relatives au désarmement nucléaire, à l'application de la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient et à la question des garanties de sécurité.

23. Nous souhaiterions conclure en priant le secrétariat de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente déclaration en tant que document de travail de la deuxième session du Comité préparatoire.
